
Rapport du Président
Proposition de prêt
République populaire de Chine
Projet-pilote de revitalisation rurale du Gansu
(G2RDP)

Numéro du projet: 2000003837

Cote du document: EB 2024/142/R.2/Rev.2

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) i)

Date: 18 septembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 82.

Questions techniques:

Reehana Raza

Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
courriel: r.raza@ifad.org

Nii Quaye-Kumah

Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: n.quaye-kumah@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	3
II. Description du projet	4
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	4
B. Composantes, résultats et activités	5
C. Théorie du changement	5
D. Alignement, appropriation et partenariats	6
E. Coût, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	12
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	14
C. Plans d'exécution	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15

Appendices

- I. Negotiated financing agreement
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix
- IV. Schematic representation of the theory of change

Équipe d'exécution du projet	
Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Nii Quaye-Kumah
Responsable technique:	Dan Martin
Responsable des finances:	Mark Biriukov
Spécialistes environnement et climat:	Daniela Morra, Anupa Rimal Lamichhane
Spécialiste inclusion sociale:	Nishtha Vashishta
Juriste:	Michele Totah
Responsable de la passation des marchés:	Shankar Achuthan Kutty

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République populaire de Chine
Organisme d'exécution:	Département de l'agriculture et des affaires rurales de la province du Gansu
Coût total du projet:	205,69 millions d'EUR
Montant du prêt du FIDA au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE):	79,69 millions d'EUR
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, assorties d'un délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant la marge variable
Contribution de l'emprunteur/bénéficiaire:	121 millions d'EUR
Contribution du secteur privé:	5 millions d'EUR
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	48,67 millions d'EUR

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. Plusieurs dizaines d'années de croissance et de développement ont permis à la Chine de réduire à moins de 1% la proportion de sa population vivant dans la pauvreté (seuil de 1,9 USD par jour). Cependant, 24,7% de la population chinoise vit encore en dessous du seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les deux tiers de ce groupe résident dans les zones rurales et risquent de retomber dans la pauvreté en raison de catastrophes naturelles liées aux changements climatiques.
2. En Chine, la croissance du secteur agricole a sensiblement contribué à la réalisation de l'objectif de développement durable (ODD) n° 1 (pas de pauvreté) et aux progrès accomplis en direction de l'ODD n° 2 (faim « zéro »), en dépit de la baisse de la part de ce secteur dans le PIB du pays, de ses effets négatifs sur l'environnement et de la pression qu'il exerce sur les ressources.
3. En 2017, le Gouvernement a adopté une stratégie de revitalisation rurale dans le cadre de son ambition d'une société plus prospère à l'horizon 2050. Cette stratégie vise à combler les écarts entre les villes et les campagnes et à renforcer l'attractivité des zones rurales sur de nombreux plans, notamment économique, écoenvironnemental, social et éthique, ainsi qu'en matière de gouvernance et de résilience. Compte tenu de l'engagement de la Chine à passer d'une économie fortement consommatrice de ressources à une économie verte et à donner priorité à la qualité dans son modèle de croissance, la mise en œuvre de la stratégie de revitalisation rurale se heurte à certains obstacles, en particulier la faible productivité, les problèmes de durabilité environnementale, le manque de résilience face aux changements climatiques et les inégalités entre zones rurales et zones urbaines.
4. Sur le plan du développement, le Gansu est en retard sur les autres provinces chinoises. Les données les plus récentes indiquent que le PIB total du Gansu se classe au 27^e rang des 31 provinces et municipalités du pays, et son PIB par habitant, au dernier rang. En 2022, le revenu net des exploitants agricoles correspondait à 60,5% du revenu moyen au niveau national; en 2020, le secteur agricole était à l'origine de 45% du revenu des ménages ruraux.
5. L'agriculture de cette province est cependant particulièrement exposée aux impacts environnementaux et souffre d'un déploiement insuffisant des technologies modernes. Les petits producteurs ont des difficultés pour accéder aux marchés et adopter des pratiques durables. Des mesures sont mises en œuvre pour soutenir les entreprises agricoles, renforcer la recherche et établir un cadre juridique en matière de droits fonciers et de droits de propriété.
6. Le Ministère de l'agriculture et des affaires rurales est la principale entité chargée du développement visant l'agriculture, les zones rurales et les exploitants agricoles. Au niveau de la province, il est relayé par le Département de l'agriculture et des affaires rurales.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

7. Conformément aux engagements en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - axé sur les jeunes;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
8. **Genre.** La dernière enquête conduite par les autorités gouvernementales a montré que les femmes rurales jouaient un rôle plus important dans le développement économique et social aujourd'hui qu'il y a dix ans. En dépit de programmes publics favorables à l'avancement des femmes, des obstacles restent à surmonter en ce qui concerne l'égalité des chances et des droits, la participation socioéconomique et la discrimination. D'autres conséquences de l'urbanisation sont les faibles salaires en milieu rural et le volume des tâches ménagères qui pèsent sur les femmes, ainsi que la féminisation de l'agriculture.
9. **Jeunes.** Les jeunes ruraux sont généralement confrontés à des difficultés telles qu'un faible niveau d'éducation, des possibilités d'emploi limitées, un accès restreint aux services sociaux et une marginalisation culturelle. De nombreux jeunes ruraux s'installent dans les zones urbaines en quête de meilleurs moyens d'existence, mais ils se heurtent souvent à l'isolement social. D'autres restent dans leur comté d'origine, mais peinent à s'adapter à l'évolution des conditions économiques et sociales.
10. **Changements climatiques et environnement.** La province du Gansu est fortement touchée par les changements climatiques. Elle est située dans le nord-ouest de la Chine, région caractérisée par un climat aride ou semi-aride et des précipitations rares et irrégulières. Par ailleurs, en raison de la hausse des températures et des sécheresses plus fréquentes, qui entraînent une réduction du couvert forestier, le Gansu est également exposé à des risques croissants de phénomènes météorologiques extrêmes et de désertification.
11. Le Gansu présente une grande diversité sur le plan géographique et une fragilité écologique, et fait face à des pénuries d'eau, à l'érosion des sols et à la pollution. Toutefois, depuis quelques années, la province déploie des efforts considérables pour sauvegarder et restaurer son environnement écologique et pour promouvoir un développement durable, à faible émission de carbone. Le projet s'appuiera sur ces initiatives pour renforcer la résilience face aux changements climatiques.
12. **Minorités ethniques.** Dans le Gansu, le patrimoine socioculturel des minorités ethniques présente une grande diversité. Selon le septième recensement national de la population, qui a eu lieu en 2020, le Gansu compte 44 groupes de minorités ethniques, qui représentent 2,38 millions de personnes, soit 9,3% de la population totale de la région.
13. Dans la plupart des zones rurales, les minorités ethniques bénéficient de la politique préférentielle menée par les pouvoirs publics: construction d'infrastructures, protection écologique, préservation culturelle et développement du tourisme ont permis d'améliorer les conditions de vie, d'augmenter les revenus et de renforcer la participation sociale des minorités ethniques rurales par le biais de diverses interventions. Les autorités poursuivent encore ces actions aujourd'hui afin de garantir aux minorités ethniques l'accès à des emplois, en particulier à des emplois stables, et de renforcer le capital humain et le potentiel économique de ces populations.

Justification de l'intervention du FIDA

14. Le processus de revitalisation rurale ouvre la voie à des investissements dans une modernisation de la production agricole à grande échelle et dans une amélioration des moyens d'existence par des opérations axées sur la résilience climatique et sur la gestion communautaire. Cette modernisation devrait permettre d'accroître l'efficacité du secteur agricole, de réduire les coûts d'exploitation et les coûts financiers et d'augmenter les revenus des ménages et des principaux acteurs des filières agricoles.
15. Il est essentiel d'adopter des pratiques agricoles écologiques pour lutter contre la pollution, l'exploitation non durable des ressources naturelles, les pertes et le gaspillage lors de la production et de la gestion après récolte, les effets négatifs du secteur agricole sur les écosystèmes et la biodiversité, ainsi que la vulnérabilité face aux effets des changements climatiques.
16. Dans ce contexte, l'avantage comparatif du FIDA réside dans son expérience de la mise en œuvre d'un développement rural inclusif favorable aux pauvres, qui cible les groupes ruraux vulnérables et défavorisés tout en mettant l'accent sur les mécanismes de gouvernance par la communauté, un développement agricole climato-compatible et axé sur les filières, le développement des institutions, l'établissement de modèles de partenariat public-privé et le renforcement des capacités des petits exploitants et de leurs organisations.
17. Le Gouvernement a demandé au FIDA d'apporter son expertise et des approches novatrices à l'appui du processus de revitalisation rurale. Il s'agira de mettre en place de manière reproductible des modèles d'activité innovants et transposables à plus grande échelle. En outre, le projet favorisera la mise en place d'institutions rurales durables en mobilisant des financements dans les zones du projet, et contribuera aux biens publics mondiaux par la réduction des émissions de carbone, la protection de l'environnement, et la génération de connaissances et d'une expérience en matière d'agriculture en zone aride et semi-aride et en matière d'établissement de communautés rurales adaptables et de gouvernance.

B. Enseignements à retenir

18. L'évaluation de la stratégie et du programme de pays récemment conduite a permis de tirer des enseignements précieux pour la conception du projet, notamment de mettre en évidence la nécessité:
 - de poursuivre le soutien stratégique à l'inclusivité dans les filières agricoles par le biais de différentes modalités, avec un appui ciblé aux coopératives assuré au moyen de mécanismes inclusifs et d'un renforcement durable des capacités;
 - de mettre l'accent sur une gestion durable des ressources naturelles et sur l'atténuation des effets des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, dans le cadre national de la revitalisation rurale et de la création de biens publics mondiaux;
 - d'axer les projets sur l'environnement et la gestion des ressources naturelles ainsi que sur l'adaptation aux changements climatiques, en ciblant les zones marginales et les petits exploitants.
19. D'autres enseignements ont été tirés des évaluations de l'incidence réglementaire de projets du FIDA récemment achevés et en cours en Chine:
 - les infrastructures rurales jouent un rôle important dans une production améliorée qui bénéficie efficacement aux groupes cibles;
 - l'harmonisation des projets avec les programmes et les stratégies des pouvoirs publics est nécessaire pour obtenir des résultats, mobiliser des cofinancements et favoriser l'appropriation;

- dans l'approche fondée sur les filières, les petits exploitants gagnent le plus souvent en rentabilité et en durabilité lorsqu'ils s'associent ou établissent des partenariats avec des entreprises agricoles dans des filières où la fourniture de services et l'accès aux marchés sont facilités;
- l'action climatique joue un rôle essentiel, et des mesures d'adaptation aux changements climatiques doivent être prises lors de la conception et de l'exécution des projets: diversification de la production, mise en place d'infrastructures et d'installations résilientes face aux changements climatiques, déploiement de mécanismes d'assurance, adoption de technologies en agronomie et ingénierie.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

20. L'objectif du projet est de contribuer à la réalisation des ODD n° 1 (pas de pauvreté), n° 2 (faim « zéro »), n° 5 (égalité entre les sexes) et n° 13 (mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques) et de renforcer la sécurité alimentaire, par la mise en place de bonnes pratiques innovantes et transposables à plus grande échelle.
21. L'objectif de développement consiste à soutenir la stratégie de revitalisation rurale en cours dans le pays en mettant en place des modèles d'activité inclusifs et innovants favorisant une agriculture durable et résiliente face aux changements climatiques, et en renforçant les capacités d'adaptation des communautés par l'adoption d'une approche verte et axée sur la résilience dans le processus de revitalisation.
22. Les principaux résultats attendus sont les suivants: i) améliorer l'accès des ménages ruraux aux possibilités de concourir à la croissance économique rurale, et d'en bénéficier, grâce à des technologies et des pratiques climato-compatibles appliquées à une agriculture verte; ii) renforcer la capacité d'adaptation dans le cadre d'un développement rural durable piloté par la communauté.
23. Le projet sera exécuté sur une durée de six ans, de 2025 à 2030.
24. **Couverture géographique.** Le projet couvre cinq comtés, qui ont été sélectionnés à partir des critères suivants: i) risque de persistance de la vulnérabilité dans des comtés précédemment considérés comme pauvres au niveau national ou provincial; ii) concentration géographique suffisante pour garantir l'efficacité de l'exécution; iii) possibilités de développer une agriculture verte, inclusive et résiliente face aux changements climatiques; iv) potentiel d'innovation dans la protection et la conservation des écosystèmes; v) engagement ferme des autorités du comté à participer à la mise en œuvre du projet. Les comtés retenus sont les suivants:

Préfecture	Wuwei	Baiyin	Pingliang	Tianshui	Dingxi
Comté	Tianzhu	Jingtai	Huating	Maiji	Weiyuan

25. **Portée et ciblage.** Le projet peut directement venir en aide à 108 000 ménages ruraux, et bénéficier ainsi aux 351 500 membres de ces ménages. Plus de 50% des participants directs devraient être des femmes, et environ 30%, des jeunes. Une attention particulière sera accordée à l'inclusion des minorités ethniques dans le ciblage du projet.
26. **Groupe cible et stratégie de ciblage.** Les principales approches de ciblage adoptées par le FIDA dans le pays, fondées sur la géographie et l'inclusion, seront reconduites. Le projet ciblera les groupes de populations pauvres précédemment recensés ainsi que les segments de population à faible revenu, qui sont économiquement actifs, mais restent vulnérables et risquent de retomber dans la pauvreté en cas de choc naturel ou socioéconomique. La stratégie appliquée vise à favoriser un accès inclusif aux ressources et aux possibilités offertes par le projet

pour les hommes, les femmes, les jeunes et les minorités ethniques en milieu rural dans la zone du projet.

B. Composantes, résultats et activités

27. Le projet comprendra les composantes suivantes: i) développement durable d'une agriculture verte; ii) renforcement des capacités de résilience des communautés; iii) politiques et gestion.
28. **Composante 1: développement durable d'une agriculture verte.** vise à promouvoir et préserver l'inclusion socioéconomique tout en introduisant des technologies vertes pour favoriser une transformation induite par le marché et fondée sur l'industrialisation et une capitalisation productive. La composante 1 comporte trois sous-composantes.
 - **Sous-composante 1.1: soutien inclusif aux petits exploitants agricoles.** vise à atteindre les segments les plus défavorisés du groupe cible du projet au moyen d'interventions spécifiques.
 - **Sous-composante 1.2: transformation écologique.** vise à promouvoir l'adoption de technologies vertes et modernes.
 - **Sous-composante 1.3: mise en place d'une infrastructure de production publique.** Destinée à combler les lacunes relevées dans le système actuel des infrastructures de production agricole.
29. **Composante 2: renforcement des capacités de résilience des communautés.** vise à renforcer les actifs et capacités à l'échelon communautaire, en tant que partie intégrante des activités d'amélioration des moyens d'existence en milieu rural promue par la stratégie de revitalisation rurale en cours.
 - **Sous-composante 2.1: planification participative et bonne gouvernance.** Appuiera les principes directeurs des autorités en matière de bonne gouvernance, notamment en ce qui concerne l'accent mis sur le rôle fondamental de l'autogestion des villages.
 - **Sous-composante 2.2: infrastructures et services communautaires résilients face aux changements climatiques.** Comblera les lacunes relevées dans le système actuel d'infrastructures civiles (réseaux routiers ruraux, eau potable, évacuation des eaux usées et gestion des déchets solides, énergie renouvelable).
30. **Composante 3: politiques et gestion.** Porte sur la participation à l'élaboration des politiques, la coopération Sud-Sud et triangulaire, le renforcement des capacités institutionnelles, le suivi-évaluation, la gestion des savoirs, l'adoption d'une approche prudente dans la gestion financière, une gestion efficace de la passation des marchés et la gestion globale du projet.

C. Théorie du changement

31. Les changements induits par la modernisation agricole et la transformation rurale entraînent des risques de réduction de la demande de main-d'œuvre rurale et de marginalisation des petits exploitants. D'autres risques ou difficultés sont aussi à prendre en compte: i) une productivité agricole inégale et des filières agricoles sous-développées; ii) des investissements productifs insuffisants ou manquant d'inclusivité pour les petits producteurs; iii) des lacunes dans les systèmes d'infrastructures publiques; iv) des effets négatifs sur l'écosystème et la biodiversité; v) un renforcement des capacités d'adaptation insuffisant pour mettre en place des systèmes de gestion pilotés par les bénéficiaires dans le cadre du développement rural. Ces obstacles reflètent la nécessité pour la province d'instaurer une agriculture verte et durable, guidée par un développement rural inclusif.
32. Les composantes, effets directs et activités du projet ont été conçus pour répondre à ces problèmes. Il aura les effets suivants: i) la capacité des femmes et des jeunes à

générer des revenus sera renforcée; ii) l'accès aux financements, aux infrastructures publiques rurales (marchés, outils et technologies écologiques) et aux services sera amélioré; iii) les capacités des coopératives et des entreprises agricoles seront renforcées, ce qui augmentera les besoins en main-d'œuvre et créera de nouvelles possibilités d'emploi, en particulier pour les femmes et les jeunes; iv) les systèmes agricoles et alimentaires seront plus adaptables face aux changements climatiques et plus écologiques. En outre, l'augmentation des revenus favorisera la cohésion sociale et l'autonomisation des femmes.

33. La réussite du projet repose sur: i) la poursuite de l'investissement des pouvoirs publics en faveur de la revitalisation rurale dans les secteurs et les zones du projet; ii) des mécanismes de coordination institutionnels adéquats; iii) la mobilisation des communautés et la participation des bénéficiaires; iv) une gestion appropriée des risques sociaux, environnementaux et climatiques.
34. Le projet soutiendra donc la stratégie de revitalisation rurale en cours dans le Gansu, en contribuant à la mise en place de bonnes pratiques innovantes et transposables à plus grande échelle.
35. Une représentation schématique de la théorie du changement est jointe à l'appendice IV.

D. Alignement, appropriation et partenariats

36. **Alignement avec les ODD.** Par sa portée, le projet est pertinent au regard d'un large éventail d'ODD; toutefois, il devrait plus particulièrement contribuer à la réalisation de quatre ODD essentiels, comme indiqué au paragraphe 20.
37. **Alignement avec les politiques et les stratégies publiques.** Le projet est en phase avec les objectifs clés du Quatorzième plan quinquennal (2020-2025), en cours, et avec l'élaboration du Document central n° 1 annuel du Gouvernement. L'objectif est de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de revitalisation rurale.
38. Le projet est aussi conforme aux stratégies concernées à l'échelle de la province du Gansu, à savoir: i) différentes opinions du Comité central du parti communiste chinois et du Conseil d'État sur la mise en œuvre de la stratégie de revitalisation rurale, publiées en février 2018; ii) le Plan de mise en œuvre de la stratégie de revitalisation rurale dans la province du Gansu, présenté en février 2019; iii) l'initiative de promotion globale de la revitalisation rurale et d'accélération de la modernisation de l'agriculture en milieu rural, lancée en janvier 2021.
39. **Alignement avec les politiques et les stratégies du FIDA.** Le projet est en phase avec le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Il respecte les principes d'action du FIDA et ses thématiques transversales prioritaires en étant porteur de transformation en matière de genre et axé sur les jeunes, en incluant un financement climatique et en renforçant les capacités d'adaptation. Par ailleurs, le projet appuie également l'innovation, l'apprentissage, la transposition à plus grande échelle et les partenariats.
40. Le projet est conforme à l'actuel programme d'options stratégiques pour le pays, qui prendra fin en 2024, et s'appuie sur des concepts et des idées en cours de discussion avec les autorités chinoises pour l'élaboration du programme suivant (2025-2030), tels que des investissements dans des systèmes agricoles et alimentaires inclusifs et durables axés sur les petits exploitants, la promotion de moyens d'existence résilients et climato-compatibles en milieu rural, et l'utilisation de l'expertise de la Chine, de ses capacités d'innovation et du financement du développement consacré à la transformation des systèmes agricoles et alimentaires, aux niveaux régional et mondial, par le biais de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

E. Coût, avantages et financement

41. Les composantes 1 et 2 du projet relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action

climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 48,67 millions d'EUR, soit 61,1% du financement du FIDA.

Coût du projet

42. Le coût total du programme est estimé à 205,69 millions d'EUR sur une période de six ans. Le FIDA accordera un prêt de 79,69 millions d'EUR. Le solde de 126 millions d'EUR sera financé conjointement par le Gouvernement et des entreprises du secteur privé.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'euros)

<i>Composante</i>	<i>Emprunteur/bénéficiaire</i>		<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Secteur privé</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Contribution en espèces/en nature</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
1. Développement durable d'une agriculture verte	85 065	58,5	55 783	38,4	4 470	3,3	145 317	70,6
2. Renforcement des capacités de résilience des communautés	33 225	60,5	21 121	38,5	530	1,0	54 876	26,7
3. Politiques et gestion	2 710	49,5	2 786	50,7	-	-	5 497	2,7
Total	121 000	58,8	79 690	38,8	5 000	2,6	205 690	100,0

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'euros)

Composante	Emprunteur/bénéficiaire		Prêt du FIDA		Secteur privé		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
I. Dépenses d'investissement								
A. Biens, services et intrants	-	-	18 046	100,0	-	-	18 046	8,8
B. Biens, services et intrants	45 765	100,0	-	-	-	-	45 765	22,2
C. Biens, services et intrants	-	-	-	-	1 431	100,0	1 431	0,7
D. Travaux	-	-	42 406	100,0	-	-	42 406	20,6
E. Travaux	72 525	100,0	-	-	-	-	72 525	35,2
F. Travaux	-	-	-	-	3 039	100,0	3 039	1,6
G. Dons et subventions	-	-	19 238	100,0	-	-	19 238	9,3
Total des dépenses d'investissement	118 290	58,4	79 690	39,4	4 470	2,2	202 450	98,4
II. Dépenses ordinaires	-							
A. Dépenses de fonctionnement *	2 710	75,1	-	-	530	24,9	3 240	1,6
Total des dépenses ordinaires	2 710	75,1	-	-	530	24,9	3 240	1,6
Total	121 000	58,8	79 690	38,8	5 000	2,6	205 690	100,0

* Fonctionnement et maintenance des infrastructures sous les composantes 1.3 et 2.2

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'euros)

Composante	Année 1		Année 2		Année 3		Année 4		Année 5		Année 6		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Développement durable d'une agriculture verte	19 008	13,1	87 408	60,1	24 432	16,8	7 864	5,4	4 640	3,2	1 966	1,4	145 317	
2. Renforcement des capacités de résilience des communautés	10 007	18,2	26 457	48,2	10 276	18,7	6 016	11,0	1 045	1,9	1 074	2,0	54 876	
3. Politiques et gestion	1 098	20,0	940	17,1	965	17,6	893	16,2	930	16,9	669	12,2	5 497	
Total	30 113	14,6	114 805	55,8	35 673	17,3	14 773	7,2	6 615	3,2	3 709	1,8	205 690	

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

43. Par l'intermédiaire des bureaux techniques compétents, les autorités des comtés fourniront un financement de contrepartie ainsi que des investissements dans des infrastructures physiques ciblées par le projet à travers divers programmes complémentaires. Elles cofinanceront également certains des investissements relatifs aux infrastructures et aux services destinés aux entreprises agricoles. Des entreprises agricoles du secteur privé ou public accorderont des fonds pour des investissements en matériel et pour la constitution d'un fonds de roulement, dans le cadre de plans d'activité approuvés. L'engagement des autorités des comtés a fait l'objet d'une vérification, et le financement est déjà assuré pour les deux premières années. Des dispositions seront prises pour permettre un financement rétroactif du FIDA qui soutiendra l'exécution du projet en phase de démarrage.

Décaissement

44. Un compte désigné consacré au projet sera ouvert au Département des finances de la province du Gansu pour recevoir les fonds du FIDA. Ces derniers seront transférés au projet au moyen du mécanisme de fonds renouvelable et par le biais de demandes de retrait trimestrielles.
45. Les fonds émis par la province à destination des comtés seront transférés grâce à un mécanisme de remboursement en monnaie locale; ils seront acheminés du compte désigné vers les comptes du projet ouverts dans les bureaux des finances des comtés, puis vers les bénéficiaires éligibles, sous réserve de la présentation des pièces justificatives correspondantes.
46. La contribution du Gouvernement comprend le financement de contrepartie pour le paiement des taxes applicables (8,06 millions d'EUR), d'autres contributions en nature et une partie des coûts de gestion de projet.

Résumé des avantages et analyse économique

47. **Estimation des avantages et du nombre de bénéficiaires.** Le projet devrait toucher directement environ 108 000 ménages, soit 351 500 personnes, dont au moins 50% de femmes et 30% de jeunes.
48. Seule la composante 1 a fait l'objet d'une analyse financière, les activités de la composante 2 contribuant à produire des biens publics, difficilement quantifiables. En ce qui concerne la composante 1, 12 modèles financiers ont été élaborés pour effectuer l'analyse coût-avantages et estimer le taux de rentabilité interne et la valeur actuelle nette.
49. L'analyse économique (composante 1 uniquement) se caractérise par un taux de rentabilité économique interne de 23%, avec une valeur économique actuelle nette de 975,44 millions de CNY à un taux d'actualisation de 8%. Ces chiffres indiquent que le projet est économiquement viable. Une analyse de sensibilité (valeur critique) a été réalisée pour simuler la robustesse des deux facteurs clés: la baisse du prix des extrants et l'augmentation des coûts. La viabilité économique du projet semble présenter une sensibilité plus élevée à la réduction des avantages (baisse du prix des extrants) qu'à l'augmentation des coûts.

Stratégie de retrait et durabilité

50. La stratégie de retrait du projet et la pérennité de ses effets sont fondées sur la complémentarité entre son approche durable et les interventions menées par les pouvoirs publics dans le cadre de la stratégie de revitalisation rurale.
51. La durabilité sociale sera assurée au moyen de l'inclusion sociale, du ciblage différencié des segments cibles défavorisés et de l'incitation à participer activement et à jouer un rôle moteur. La viabilité financière sera recherchée au moyen de différentes stratégies: amélioration de la productivité, adoption de technologies vertes et durables, développement des filières en partenariat avec le secteur privé (partage des risques et cofinancement), renforcement des compétences et de la

résilience, et diversification des revenus des groupes cibles. La durabilité environnementale sera assurée grâce à la mise en place de technologies vertes et de bonnes pratiques, gage de la préservation des ressources naturelles et des écosystèmes sur lesquels reposent le bien-être des populations et la biodiversité.

52. Des stratégies globales de retrait et de durabilité seront affinées au cours de l'exécution et feront l'objet d'un suivi et d'une évaluation réguliers, en particulier à l'occasion de l'examen à mi-parcours. Les parties prenantes du projet participeront à la planification d'une stratégie de retrait durable.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

53. Le risque résiduel global du projet est considéré comme modéré; il est analysé en détail dans la matrice intégrée des risques du projet. Les risques feront l'objet d'un suivi continu et d'une supervision étroite au cours de l'exécution. Les trois principaux risques et les mesures d'atténuation correspondantes sont présentés ci-dessous.
54. **Vulnérabilité persistante face aux changements climatiques.** La vulnérabilité face aux changements climatiques a des répercussions directes sur les moyens d'existence des populations rurales. Pour les atténuer, le projet prévoit un investissement direct dans l'adoption de technologies et de variétés de semences climato-compatibles, dans des actifs résilients face aux changements climatiques, dans la diversification des revenus et dans le renforcement de la résilience collective.
55. **Risque covariant lié à la spécialisation agroindustrielle et sectorielle.** Le risque d'excédent et de baisse des prix lié à la spécialisation de la production sera atténué par une diversification des investissements visant à maintenir un équilibre entre les petites et les grandes entreprises agricoles et par le soutien apporté aux petits exploitants en faveur d'une agriculture familiale pratiquée dans les jardins, d'une diversification des revenus et d'un recours à l'assurance agricole.
56. **Risques de gestion financière liés aux décaissements.** Globalement, le risque de gestion financière est jugé modéré. Une évaluation réalisée au niveau du pays, de l'organisme et du projet montre que les principaux risques liés à la gestion financière proviennent de la structure complexe du projet et du manque de personnel qualifié dans le domaine des finances et de l'exécution de projets. Les mesures d'atténuation suivantes seront prises: le personnel chargé de la gestion financière sera formé, et un manuel financier détaillé ainsi que des directives pour la passation des marchés relatifs aux projets seront élaborés. Un logiciel de comptabilité sera acheté pour le projet lors de son démarrage. D'autres projets du FIDA seront sollicités à des fins d'apprentissage mutuel et de soutien par les pairs.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Faible
Contexte environnemental et climatique	Modéré	Modéré
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Modéré	Modéré
Passation des marchés	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Faible
Parties prenantes	Modéré	Modéré
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

57. Le risque environnemental et social du projet est jugé modéré. Un plan de gestion environnementale, sociale et climatique a été élaboré pour gérer les risques environnementaux et sociaux pendant l'exécution du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

58. Le risque climatique du projet est jugé modéré. Les principaux risques liés au climat auxquels la zone du projet est exposée sont la sécheresse, les inondations, les basses températures et les tempêtes de grêle. La sensibilité et la vulnérabilité face aux risques climatiques seront réduites grâce aux activités mises en œuvre dans le cadre du projet. La capacité d'adaptation et la résilience aux changements climatiques dans la zone du projet seront également améliorées de manière sensible.

D. Soutenabilité de la dette

59. La Chine présente un risque global modéré en matière de vulnérabilité souveraine¹. La dette devrait augmenter à moyen et long terme, mais pourrait être stabilisée grâce à un ajustement budgétaire progressif sur la période 2025-2035. Les risques de liquidité à moyen terme, tels qu'analysés par le module relatif aux besoins de financement bruts, sont élevés. Toutefois, les mouvements de capitaux partiellement restreints de la Chine et les nombreux actifs financiers de l'État atténuent les risques de liquidité. Pour contenir les risques liés à la dette, le pays pourrait réduire les investissements publics et combler son déficit structurel de recettes par une réforme fiscale globale.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

60. Le projet sera géré par le Département de l'agriculture et des affaires rurales de la province. Un bureau de gestion de projet (BGP) provincial sera mis en place et doté d'un personnel adéquat, comprenant les postes essentiels à la conduite des opérations. De la même manière, un BGP de comté sera constitué au sein du Bureau de l'agriculture et des affaires rurales de chaque comté, et sera doté d'un personnel et de fonctions similaires. Dans chaque BGP, un haut responsable du Département ou du Bureau de l'agriculture et des affaires rurales concerné sera nommé directeur pour assurer la gestion et la coordination générales. Les bureaux techniques compétents apporteront un appui à l'exécution des activités du projet.
61. Un mécanisme de coordination interorganisations sera mis en place au niveau de la province et du comté pour l'exercice des fonctions essentielles de supervision et de coordination. Un vice-gouverneur du comté présidera ces mécanismes. La Fédération nationale des femmes de Chine et la Ligue de la jeunesse communiste de Chine dans les comtés seront chargées de soutenir les femmes et les jeunes dans les zones de projet.
62. Un groupe villageois d'exécution sera créé dans chacun des villages administratifs situés dans la zone du projet; les agriculteurs, les femmes et les jeunes y seront représentés de manière adéquate.
63. Les partenariats avec la communauté des Nations Unies dans le pays, les organismes d'exécution participants, le secteur privé et les acteurs techniques de la société civile seront poursuivis s'il y a lieu, par exemple avec la Fondation des entrepreneurs sociaux de Chine, pour la formation des femmes à l'entrepreneuriat et l'incubation d'entreprises par des femmes, et avec le Centre international de

¹ Rapport de pays n° 24/38 du FMI, République populaire de Chine, consultation au titre de l'article IV pour l'année 2023, février 2024.

recherche agricole dans les zones arides, pour la fourniture d'une assistance technique et de modèles agricoles innovants. Des partenariats avec des organismes gouvernementaux connexes et d'autres parties prenantes seront également encouragés, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, aux fins de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

64. **Gestion financière.** Le personnel chargé de la gestion financière sera mis à disposition par le BGP provincial et les BGP de comté. Les budgets seront établis dans le cadre de l'élaboration du plan de travail et budget annuel (PTBA), et les décaissements seront effectués sur le compte désigné ouvert au Département des finances de la province. Dans chaque comté, le compte de trésorerie servira de compte de projet pour recevoir les fonds du prêt. Les flux de financement suivront la procédure du fonds renouvelable, décrite dans le Manuel de gestion financière et de contrôle financier des projets à l'intention des Emprunteurs et dans la lettre de présentation des modalités de gestion financière et de contrôle financier du projet.
65. Le système de gestion financière sera sous-tendu par un système de trésorerie rigoureux relevant des bureaux des finances des comtés, dans lequel le suivi et la vérification des dépenses déclarées seront effectués. Par ailleurs, les principales procédures de contrôle interne seront spécifiées dans le manuel d'exécution du projet et dans le manuel de gestion financière. Le projet sera géré conformément aux normes comptables chinoises. Un modèle de rapport financier intermédiaire ainsi que les délais de soumission de la communication annuelle de l'information financière figurent dans le manuel de gestion financière.
66. Les rapports financiers du projet seront vérifiés par le bureau d'audit provincial. Le rapport d'audit respectera un modèle et un calendrier spécifiques, tel que spécifié dans le Manuel du FIDA relatif à l'information financière et à l'audit des projets financés par le Fonds.
67. **Passation des marchés.** Les cadres juridiques, réglementaires et stratégiques de la Chine sont clairs et conformes aux pratiques internationales en matière de passation de marchés. Les achats de biens, de travaux et de services de conseil financés par le FIDA devront respecter un plan de passation des marchés et être conformes aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets, au Guide pratique de passation des marchés du FIDA, aux règlements relatifs à la passation des marchés concernés, ainsi qu'aux lois et règlements nationaux applicables. La passation des marchés financés par les contreparties du Gouvernement sera réalisée conformément aux lois nationales chinoises en la matière et aux manuels d'exécution correspondants.
68. Le plan de passation des marchés pour les 18 premiers mois et l'avis général de passation des marchés seront établis conformément à la stratégie du projet en la matière. Des modalités de passation des marchés du projet précisant les seuils et décrivant l'examen à conduire au préalable seront établies à des fins d'orientation.
69. Un organisme d'approvisionnement provincial présentant un bilan avéré sera recruté pour fournir une assistance technique et des services professionnels en matière de passation des marchés.
70. **Gouvernance et lutte contre la corruption.** Les opérations du projet seront soumises à la politique anticorruption du FIDA. Ce dernier ne financera pas les dépenses afférentes à des biens, travaux ou services de consultants si le marché correspondant n'a pas été passé conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à l'accord de financement. En pareil cas, le Fonds peut en outre prendre d'autres mesures correctives en vertu de l'accord de financement, notamment déclarer lesdites dépenses comme étant non autorisées et en déduire le montant du compte de prêt.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

71. La participation et les retours d'information du groupe cible seront facilités par la structure institutionnelle verticale du projet et par les départements et organismes associés. Un plan de collaboration avec les parties prenantes sera élaboré aux fins de l'exécution du projet. Les règles et modalités de conception et de mise en œuvre du mécanisme de réponse aux doléances relatives au projet figurent dans le plan de gestion environnementale, sociale et climatique du projet; les mécanismes de doléances des autorités, du niveau national jusqu'au niveau du comté, seront également utilisés. Les groupes villageois d'exécution seront formés au mécanisme de réponse aux doléances, et les informations relatives au projet seront diffusées de manière transparente et en temps voulu auprès des groupes cibles. Les parties prenantes et les bénéficiaires seront pleinement informés du fonctionnement de ce mécanisme et de la procédure de règlement des plaintes du FIDA au démarrage du projet et au cours de son exécution.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

72. **Planification.** L'exécution du projet respectera un PTBA. Le BGP provincial procédera à la consolidation des PTBA des comtés et les soumettra à la non-objection du FIDA avant leur prise d'effet.
73. **Suivi-évaluation.** Un système de suivi-évaluation sera mis en place pour suivre les résultats et éclairer la prise de décisions s'agissant des produits, des effets directs et de l'impact, au moyen des indicateurs du cadre logique, des indicateurs de base relatifs aux effets directs et d'un système d'information de gestion. Le budget et les besoins en effectifs sont exposés en détail dans le rapport de conception du projet.
74. **Gestion des savoirs.** À l'appui du processus d'apprentissage et de la diffusion des résultats, une stratégie de gestion des savoirs et de communication accompagnée d'un plan d'action sera élaborée et intégrée à la gestion du projet. Le budget consacré à la gestion des savoirs sera inclus dans le PTBA. La stratégie et le plan d'action indiqueront les thématiques d'apprentissage et les canaux les plus appropriés pour la diffusion des savoirs. Un partage des savoirs est prévu par le biais du mécanisme de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

75. **Potentiel en matière d'innovation.** Des innovations pertinentes et susceptibles d'être adaptées, reproduites et transposées à plus grande échelle ont été recensées dans le cadre du projet: i) le financement de plans d'activités visant une participation inclusive des petits exploitants et de leurs organisations au développement des filières; ii) un modèle de gestion communautaire durable; iii) l'adoption de technologies vertes par des acteurs de la filière situés à différents niveaux; iv) l'écotourisme comme facteur de diversification et de transformation de l'emploi en milieu rural.
76. **Reproduction à plus grande échelle.** La conception du projet s'appuie sur les bonnes pratiques reproductibles à plus grande échelle émanant des projets du FIDA récemment achevés ou en cours en Chine. Une stratégie de mise à l'échelle sera élaborée une fois que les opérations auront commencé et que le potentiel en matière de bonnes pratiques et d'innovations apparaîtra clairement. Cette stratégie sera planifiée et exécutée en lien étroit avec la gestion des savoirs, la participation à l'élaboration des politiques et la coopération Sud-Sud et triangulaire.

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

77. L'accord de financement spécifiera les mesures prioritaires à mettre en œuvre pour remplir les conditions de retrait, notamment la mise en place d'une structure de

BGP efficace et de ses effectifs provisoires. Ces conditions comprennent également la mise en place du mécanisme de coordination interorganisations, l'ouverture d'un compte désigné, la non-objection au manuel d'exécution du projet révisé, un financement de contrepartie pour la première année et un PTBA présentant un plan détaillé de passation des marchés à l'appui de la préparation à l'exécution du projet. L'élaboration de plans portant sur les sujets suivants a été considérée: aide au démarrage, mise en place d'un système de suivi-évaluation et d'information de gestion, renforcement des capacités du personnel.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

78. Chaque année, le FIDA et le Gouvernement procéderont conjointement à des missions de supervision et appuieront le suivi de l'avancement de l'exécution du projet, du recensement des goulets d'étranglement et de l'aide apportée aux BGP aux fins d'amélioration de la mise en œuvre. Pour l'heure, un examen à mi-parcours est prévu pour 2027.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

79. Un accord de financement entre la République populaire de Chine et le FIDA constituera l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
80. La République populaire de Chine est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
81. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

82. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire de Chine un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de soixante-dix-neuf millions six cent quatre-vingt-dix mille euros (79 690 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président,
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

(Negotiations concluded on 12 September 2024)

Loan No: []

Project name: Gansu Rural Revitalization Demonstration Project (G2RDP) (the "Project")

People’s Republic of China (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and together the "Parties")

WHEREAS, the Borrower has requested a loan from the Fund for the purpose of financing the Project described in Schedule 1 to this Agreement;

WHEREAS, the Fund has agreed to provide financing for the Project;

NOW THEREFORE, the Parties hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2) and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund’s General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of December 2022, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in paragraph 2 of Schedule 2. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein, unless the Parties shall otherwise agree in this Agreement.
3. The Fund shall provide a Loan (the "Financing") to the Borrower, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the loan is seventy-nine million six hundred ninety thousand Euros (EUR 79 690 000).
2. The Loan is granted on ordinary terms and shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate including a variable spread, payable semi-annually in the Loan Service Payment Currency, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years, starting from the date as of which the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled.

3. The Loan Service Payment Currency shall be in Euros.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be the 1st of January.
5. Payments of principal and interest shall be payable on each 15th January and 15th July.
6. The Department of Finance of Gansu Province shall maintain one Designated Account (DA) in Euro, for the exclusive use of the Project. The Borrower shall inform the Fund of the officials authorized to operate the Designated Account.
7. The Borrower shall, through Gansu Province, provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately one hundred and twenty-six million Euro (EUR 126 million) in cash and/or in kind.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Provincial Department of Agriculture and Rural Affairs (DARA) of the Gansu Province. An inter-agency coordination mechanism (IACM) at county level will be established to supervise and coordinate Project implementation.
2. A Mid-Term Review shall be conducted as specified in Section 8.03(b) and (c) of the General Conditions; however, the Parties may agree on a different date for the Mid-Term Review of the implementation of the Project.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date shall be six (6) months later, or such other date as the Fund may designate in consultation with the Borrower.
4. Procurement of goods, works and services financed by the Financing shall be carried out in accordance with procurement methods and any other measures identified by IFAD.

Section D

1. The Fund will administer the Loan and supervise the Project.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for cancellation of this Agreement:
 - (a) In the event that the Borrower did not request a disbursement of the Financing for a period of at least twelve (12) consecutive months without justification subsequent to the first eighteen (18) months from the Effective Date.
2. The following are designated as additional specific conditions precedent to withdrawal:
 - (a) The IFAD no objection to the PIM shall have been obtained.
 - (b) Key Project staff at provincial and county level Project Management Offices has been appointed as per Section II, Schedule 3 of this Agreement.
 - (c) IFAD must receive, a duly completed Authorised User(s) Letter, from the designated representative or a sufficiently senior delegated official, designating the name(s) of official(s) authorised to approve Withdrawal Application(s) and Interim Financial Reports (IFR).

(d) The first Annual Work Plan and Budgets (AWPB) shall have been submitted and received a no-objection from IFAD.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

Minister of Finance
Ministry of Finance of the People’s Republic of China
No. 3 Nansanxiang, Sanlihe, Xicheng District
Beijing 100820

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

PEOPLE’S REPUBLIC OF CHINA

"[Authorised Representative Name]"
"[Authorised Representative title]"

Date: _____

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Alvaro Lario
President

Date: _____

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The Project shall support approximately 108,000 rural households and will benefit around 351,500 people. Female direct participation is estimated at 50%, and youth at 30%; the Project will also specifically engage ethnic minorities in China.
2. *Project area.* The Project will target four counties and one district that have been proposed by the Government as project counties/districts, including Tianzhu, Jingtai, Huating, Maiji and Weiyuan. These areas have been selected based on (i) risk of continued vulnerability of the former nationally and provincially designated poor counties; (ii) relative geographic concentration for future implementation efficiency; (iii) opportunities for inclusive and climate-resilient green agricultural development; (iv) potential for innovative eco-system protection and conservation; and (v) strong commitment of county government to participate in the Project implementation. Any modification to the Project areas may be done upon prior no-objection of IFAD.
3. *Goal.* The goal of the Project is to contribute to the consolidation of no poverty (SDG1) and the gains made towards zero hunger (SDG2), gender equality (SDG5), climate action (SDG13) and using innovative and scalable good practices.
4. *Objectives.* The objective of the Project is to support the country's ongoing Rural Revitalization programme by demonstrating inclusive and innovative business models that promote sustainable and climate-resilient agriculture while building community adaptive capacities.
5. *Components.* The Project will include the following components:
 - 5.1 **Component 1: Sustainable green agricultural development.** It aims to promote and safeguard the socio-economic inclusiveness of smallholders in agricultural modernization and Rural Revitalization and will have three subcomponents focusing on (1.1) inclusive support to smallholder farmers, (1.2) eco-friendly transformation, and (1.3) public productive infrastructure.
 - 5.2 **Component 2: Building community resilient capacities.** It aims to build the community-based well-being assets and capacities as an integral part of the improved rural livelihoods under the ongoing Rural Revitalization programme.
 - 5.3 **Component 3: Policy and institutional capacity building.** It will highlight policy engagement, institutional capacity building, Monitoring and Evaluation (M&E), Knowledge Management (KM) and South-South Triangular Cooperation (SSTC) activities, and overall project management.

II. Implementation Arrangements

6. *Lead Project Agency.* The Project will be implemented by the Provincial Department of Agriculture and Rural Affairs (DARA) of the Gansu Province in China at provincial level. DARA is a provincial-level government agency responsible for promoting the development of agriculture and rural areas, aiming at achieving the goals of modernizing agriculture, increasing farmers' income, improving rural living standards, and building a harmonious society in Gansu province.
7. *Project Management Offices (PMO).* A Provincial Project Management Office (PPMO) will be set up in DARA, which will be staffed adequately with key functions necessary for the management of the Project, including but not limited to an executive Project Director; a Finance Officer and Accountant; as well as officers coordinating: Agriculture and

Agribusiness Development; Planning, M&E and Knowledge Management; Procurement; and SECAP-related work including Gender and Youth/ Social Inclusion (the "Key Project Personnel"). Similarly, County Project Management Office (CPMO) will also be set up in the specific county Bureau of Agriculture and Rural Affairs (BARA) with similar staffing structure.

8. *Project Oversight Committee.* An inter agency coordination mechanism will be established at county level to provide policy guidance and implementation oversight of the Project, as well as to ensure implementation of China's environmental and social safeguards policy. A County Vice Governor will lead the coordination and supervision through such a mechanism with members from relevant technical agencies.

9. *AWPB.* The Project will be implemented based on an AWPB which identifies the activities that will be carried out in each Fiscal Year, the Lead Project Agency, the resources, and the time needed to complete them and a procurement plan. The PPMO will consolidate the draft AWPBs prepared by each county and submit for IFAD's No Objection prior to its effectiveness.

10. *Monitoring and Evaluation.* An M&E system will be established from the outset of the project spanning the entire project cycle, for tracking progress and supporting decision-making. Key M&E deliverables required throughout the project cycle by project stage would be: Start up: recruitment of M&E service provider if PMO is not able to assume due functions by itself; assignment of M&E focal points at all levels followed by capacity building; validation of project Theory of Change (TOC) and Log frame; making M&E plan; set-up of Management Information System (MIS); undertaking Core Outcome Indicator (COI) baseline survey and reporting. Implementation: elaboration of AWPB; semi-annual and annual progress and results reports; contribution to annual supervision missions; mid-term review survey and report; training on M&E. Completion: COI completion survey and reporting; project completion report; impact assessment when required.

11. *Knowledge Management.* KM will be used both as an adaptive management tool to help the Project to build practical and actionable knowledge and know-how that lead to improved project performance and results, and supports innovation, scaling up and country-level policy engagement. The Project will ensure KM related activities are included and budgeted in the AWPBs. KM responsibilities will be assigned to focal points at PMOs of all levels, who shall orient project staff through guidance and training for KM implementation. The Project KM activities/approaches will focus on, among others: (i) capturing and documenting experiences, lessons, and successful cases resulting from project activities, especially regarding the project's innovative models and approaches that could be replicated and scaled-up, inform policy-making - or shared with other developing countries through south-south cooperation; (ii) study tours, exposure and exchange visits, both in the country and outside the country for peer learning and sharing knowledge; (iii) organizing and participating workshops to share knowledge, innovations and best practices; and (iv) well designed and operational information management systems, including electronic archives that enable easy access to data, reports and other documentation.

12. *Project Implementation Manual.* The PIM provides guidelines for implementation of the G2RDP. The PIM indicates the overall Project framework and highlights the principles of engagement for the Project; it provides a Project description detailing components, subcomponents, and activities as Project interventions in support of the Project's development objective and expected outcomes. The PIM also provides guidance on the structure and operations of the planning, monitoring, evaluation and knowledge management, policy engagement, and SSTC functions which will be put in place by the Project. The PIM is a living document that maybe amended from time to time as agreed between IFAD and the Borrower (through Gansu Province). Prior to dissemination of the PIM to counties, IFAD must provide a no-objection.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan/Grant and the allocation of the amounts to each category of the Financing and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Percentage eligible for IFAD financing including indirect taxes as applicable
Goods, Services, Inputs & Works	79 690 000	100%
TOTAL	79 690 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

“Goods, Services, Inputs & Works”: includes goods, vehicles and services as well as works and infrastructure-related expenditures.

The Percentage is applied to Project expenditures, including indirect taxes and shares of other financiers.

(c) Co-financing:

(I) “Counterpart financing” referred to in Section B, paragraph 7 of the Agreement includes the Gansu Provincial Government contribution, equivalent to one hundred twenty-one million Euros (EUR 121 000 000) for productive support, infrastructure, capacity building and project management, and the private sector contribution of five million Euros (EUR 5 000 000) for eco-friendly transformation and Operations and Maintenance of infrastructure, both in cash and / or in kind.

2. *Disbursement arrangements*

Retroactive financing.

As an exception to section 4.07 (a)(ii) of the General Conditions, specific eligible expenditures incurred after the date the Project has been approved by the IFAD Executive Board until the date of entry in force of this Agreement shall be considered eligible up to an amount equivalent to seven million nine hundred sixty-nine thousand Euros (EUR 7,969,000) for activities relating to the Project’s start-up and preparatory activities such as: (i) purchase of essential items (including equipment and procurement of MIS system) for the PMOs; (ii) recruitment of Project staff; (iii) costs related to tendering, selection, and recruitment of service providers; (iv) costs related to the finalization of the program implementation manual, customization of accounting software to fit IFAD requirements and license fees, start-up trainings and workshops; (v) establishment of the M&E system, including carrying-out of the baseline survey and development of MIS; (vi) exposure visits for knowledge and experiences sharing; (vii) surveys and feasibility studies; (viii) training and technical assistance for agribusiness entities and cooperatives, including recruitment of service providers.

Activities to be financed by retroactive financing and their respective category of expenditures and source of financing will require prior no-objection from IFAD to be

considered eligible. Pre-financed eligible expenditures shall be reimbursed to the Borrower once additional conditions precedent to the first disbursement of funds specified in Section E.3 of the Agreement are fulfilled.

Schedule 3

Special Covenants

I. General Provisions

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Within six (6) months of entry into force of the Financing Agreement, the Project shall have identified and installed a customized accounting software as is the practice in IFAD on-going supported projects, to satisfy International Accounting Standards and IFAD's requirements.
2. *Planning, Monitoring and Evaluation.* The Borrower (through Gansu Province) shall ensure that a Planning and M&E system shall be established within twelve (12) months from the date of entry into force of this Agreement.
3. *Gender and Social Inclusion.* The Borrower (through Gansu Province) shall ensure that the Project will increase the socio-economic empowerment of rural women including young women and women in the project areas by setting an overall outreach target at 50% women and 30% youth. The Project will pay particular attention to the empowerment of women by: (i) expanding their access to and control over resources; (ii) strengthening their agency, decision making role in community affairs, and representation in local institutions; and (iii) building on their untapped potential for sustainable development
4. *Ethnic Minorities Concerns.* Where applicable and in compliance with 2021 SECAP Procedures of the Fund, the Borrower (through Gansu Province) shall ensure that the concerns and rights of ethnic minorities are given due consideration and respect in implementing the Project and, to this end, shall ensure that:
 - a. the Project is carried out in accordance with the applicable provisions of the relevant national legislation; and
 - b. ethnic minorities are adequately and fairly represented in all local planning for Project activities.
5. *Land tenure security.* If applicable, the Borrower (through Gansu Province) shall ensure that the land acquisition process and compensation processes are consistent with the 2021 SECAP Procedures of the Fund.
6. *Anticorruption Measures.* The Borrower shall comply with IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations.
7. *Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse.* The Borrower and the Project Parties shall ensure that the Project is carried out in accordance with the provisions of the IFAD Policy on Preventing and Responding to Sexual Harassment, Sexual Exploitation and Abuse, as may be amended from time to time.
8. *Use of Project Equipment during Project implementation.* The Borrower (through Gansu Province) shall ensure that:
 - (a) all equipment procured under the Project is exclusively allocated for the Project implementation;

- (b) the equipment procured under the Project is appropriate to the needs of the Project; and
- (c) all equipment transferred to or procured under the Project are dedicated solely to Project use.

9. *IFAD Client Portal (ICP) Contract Monitoring Tool.* The Borrower (through Gansu Province) shall ensure that a request is sent to IFAD to access the project procurement Contract Monitoring Tool in the ICP. The Borrower shall ensure that all contracts, memoranda of understanding, purchase orders and related payments are registered in the Project Procurement Contract Monitoring Tool in the ICP in relation to the procurement of goods, works, services, consultancy, and non-consulting services. The Borrower shall ensure that the contract data is updated on a quarterly basis during the implementation of the Project.

10. *The Key Project Personnel is* defined in Schedule I. The Key Project Personnel shall be assigned or recruited based on qualifications, experience and terms of reference satisfactory to IFAD and in accordance with Section 7.16 of the General Conditions.

II. SECAP Provisions

1. The Project is assessed as presenting moderate environmental and social risks and moderate climate risk. In line with IFAD's SECAP requirements, the Borrower shall carry out the implementation of the project in accordance with the measures and requirements set forth in the Environmental, Social and Climate Management Framework (ESCMF), Environmental, Social and Climate Management Plan (ESCMP), Stakeholder Engagement Plan (SEP) and Free, Prior and Informed Consent (FPIC) Plan, there after called the "Management Plans", as applicable, taken in accordance with SECAP requirements and updated from time to time by the Fund. The Parties shall not amend, vary or waive any provision of the Management Plans, unless: (i) agreed in writing by IFAD and the Borrower (through Gansu Province) and (ii) Borrower has complied with the requirements applicable to the original adoption of the Management Plans.

2. The Borrower (through Gansu Province) shall not, and shall cause the Lead Project Agency, all its contractors, its sub-contractors, and suppliers not to commence implementation of any works, unless all Project affected persons have been consulted and compensated, as applicable, in accordance with the FPIC principles.

3. The Borrower (through Gansu Province) shall ensure that all bidding documents and contracts for goods, works and services contain provisions that require contractors, sub-contractors and suppliers to comply at all times in carrying out the Project with the standards, measures and requirements set forth in the Environmental and Social Management Plans prepared for the Project and consistent with the 2021 SECAP Procedures of the Fund.

4. In the case of serious ESHS incident, defined as a serious incident, accident, complaint with respect to environmental, social (including labor and adjacent community), health and safety (ESHS) issues that occur in the context of the loan or within the Borrower's activities. Serious ESHS incidents may involve (i) environmental; (ii) occupational; (iii) public health and safety; or (iv) social nature as well as material complaints and grievances addressed to the Borrower¹ which(i) have, or are likely to have a material adverse effect; or (ii) have attracted or are likely to arouse substantial adverse

¹ For example, any explosion, spill or workplace accident which results in death, serious or multiple injuries or material environmental contamination, accidents of members of the public/local communities, resulting in death or serious or multiple injuries, sexual harassment and violence involving Project workforce or in relation to severe threats to public health and safety, inadequate resettlement compensation, disturbances of natural ecosystems, discriminatory practices in stakeholder consultation and engagement (including the right of indigenous peoples to free, prior and informed consent), any allegations that require intervention by the police/other law enforcement authorities such as loss of life, sexual violence or child abuse.

attention of outside parties or (iii) to create substantial adverse media/press reports; or (iv) give, or are likely to give rise to material potential liabilities), the Borrower (through Gansu Province) shall:

- Notify IFAD promptly;
- Provide information on such risks, impacts and accidents;
- Consult with Project-affected parties on how to mitigate the risks and impacts;
- Carry out, as appropriate, additional assessments and stakeholders' engagements in accordance with the SECAP requirements; and
- Adjust, as appropriate, the Project-level grievance mechanism according to the SECAP requirements; and
- Propose changes, including corrective measures to the Management Plan(s) (if any), in accordance with the findings of such assessment and consultations, for approval by IFAD.

5. The Borrower (through Gansu Province) shall ensure or cause the Lead Project Agency, contractors, sub-contractors and suppliers to ensure that the relevant processes set out in the SECAP 2021 Edition as well as in the Management Plans are respected.

6. Without limitation on its other reporting obligations under this Agreement, the Borrower (through Gansu Province) shall provide the Fund with:

- Reports on the status of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plans on a semi-annual basis upon submission of the progress and results reports - or such other frequency as may be agreed with the Fund;
- Reports of any social, environmental, health and safety incidents and/accidents occurring during the design stage, the implementation of the Project and propose remedial measures. The Borrower (through Gansu) will disclose relevant information from such reports to affected persons promptly upon submission of the said reports; and
- Reports of any breach of compliance with the standards, measures and requirements set forth in the SECAP 2021 Edition and the Management Plans promptly after becoming aware of such a breach.

7. In the event of a contradiction/conflict between the Management Plan and the Financing Agreement, the Financing Agreement shall prevail.

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility				
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project				Project M&E	Annually	PMOs	Sustained investment from government to rural revitalization in the sectors/areas of this project (A) Marginalization of smallholder farmers and their organizations lagging in active participation and equitable sharing of development opportunities and benefits in the middle of industrialized agricultural sector modernization, agri-value chain development, and rural livelihood reengineering (R)			
	Males - Number		102 000	154 000							
	Females - Number		68 000	154 000							
	Young - Number		34 000	92 400							
	Indigenous people - Number		5100	12 320							
	Total number of persons receiving services - Number		170000	308 000							
	Male - Percentage (%)		60	50							
	Female - Percentage (%)		40	50							
	Young - Percentage (%)		20	30							
	1.a Corresponding number of households reached								Project M&E	Annually	PMOs
	Women-headed households - Households		4 000	8 000							
	Non-women-headed households - Households		46 000	100 000							
1.b Estimated corresponding total number of households				Project M&E	Annually	PMOs					
Household members - Number of people		170 000	367 200								
Project Goal Contribute to the consolidation of no poverty (SDG1) and no hunger (SDG2), and food security with innovative and scalable good practices and	Supported rural households reporting growth rate of per capita disposal income with above national average level				COI survey, Government Statistics	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider	Continuity of economic, social and marketing stability in the target project area. (A) Uncertainty remain with regard to human and animal epidemics, climate disasters			
Total households - Percentage (%)		60%	80%								
Women-headed households - Percentage (%)		50%	70%		COI survey	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider	Innovative and effective models and good practices supported by the project are adopted and replicable for scaling up through demonstration, knowledge management and proper uptake (A) Farmers reluctance to go with cooperative/enterprise/village led value chain or adopt the improved technologies or practice. (R)			
1.2.2 Households reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices											
Households		3 000	21 600								
Households (%)		30%	60%								
Number of people		10 500	75 600								
3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices											
Households - Percentage (%)		20%	40%								
Households - Households		800	3 600								
Total number of household members - Number of people		2 720	12 240								
SF.2.1 Households satisfied with project-supported services				COI survey					Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider	
Households (%) - Percentage (%)		50%	75%								
Households (number) - Households		25 000	81 000								
Household members - Number of people		85 000	275 400								
SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers				COI survey	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider					
Households (%) - Percentage (%)		50%	75%								
Households (number) - Households		25 000	81 000								
Household members - Number of people		85 000	275 400								
IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment				COI survey	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider					
Total persons - Percentage (%)		25%	54%								
Total persons - Number of people		42 500	166 320								
Females - Percentage (%)		25%	60%								
Females - Females		17 000	92 400								
Males - Percentage (%)		25%	50%								
Males - Males		25 500	77 000								

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions		
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility			
Outcome 1 Improve the access of rural households to opportunities of participation and benefit sharing of rural economic growth with use of climate-smart technologies and practices in sustainable green agriculture	2.2.1 Beneficiaries with new jobs/employment opportunities				COI survey or Project M&E	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider	Smallholder farmers are interested to use climate-smart technologies and join the sustainable and green value chain in support of private sector player, cooperatives and village-based entities (A) Smallholder farmers are excluded to use the processing and storage facilities (R)		
	Males - number		300	500						
	Females - number		200	500						
	Indigenous people - number		15	40						
	Young - number		150	300						
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - number		500	1 000						
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities				COI survey	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider			
	Households reporting improved physical access to storage facilities (number)		300	1 200						
	Households reporting improved physical access to storage facilities (%)		30%	60%						
	Size of Households (number of people)		1 020	4 080						
Output 1.1 - Inclusive support to smallholder farmers	Supported rural producers establish linkage with agri-entities (contract farming, land transfer, employment, dividends)				Project M&E	Annually	PMOs, M&E service provider	Smallholder farmers are interested to join the sustainable and green value chain in support of private sector player, cooperatives and village-based entities (A)		
	Number of household		10 000	25 000						
	Number of women-headed hh		500	1 750						
	CI 2.1.2: Persons trained in income-generating activities or business management				Project M&E	Annually	PMOs, M&E service provide			
	Persons trained-total		1 000	5 000						
	Male-number		500	2 500						
	Female-number		500	2 500						
	Youth-number		300	1 500						
	Indigenous people-number		40	200						
	Output 1.2 - Eco-friendly Agricultural transformation	Technologies and techniques demonstrated and adopted for climate adaptation/mitigation				Project M&E	Annually		PMOs, M&E service provider	Local government and rural business entities committed to demonstrate and promote technologies for climate adaptation/mitigation (A) Eco-friendly technology might be costly and not be welcomed overwhelmingly. (R)
Number of Technologies			5	13						
Rural producers trained in eco-friendly agricultural technologies				Project M&E	Annually	PMOs, M&E service provider				
Females-number			2 000				4 500			
Males-number			2 000				4 500			
Youth-number			1 200				2 700			
Indigenous people -number			160				360			
Total-number			4 000	9 000						
Output 1.3 - Public productive infrastructures		3.1.4 Land brought under climate-resilient management				Project M&E	Annually	PMOs, M&E service provider	Local government are committed to climate resilient production infrastructure and able to identify prioritized geographic areas (A)	
		Hectares of Land		2 000	4 500					
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded				Project M&E	Annually	PMOs, M&E service provider			
	Length of roads (km)		40	80						
	Increased storage capacity for agro-products in project area				Project M&E	Annually	PMOs, M&E service provider			
	Increased storage capacity (tons)		5 000	15 000						
Outcome 2 Build adaptive capacities in community-governed rural development	Households reporting improved community infrastructure and services				COI survey	Baseline, Mid-term and completion	PPMO, M&E service provider	Community infrastructures and services are responsive to villager needs and with good O&M plan. (A) Community infrastructures are just one-time input without good maintenance		
	Households - Percentage (%)		30%	70%						
	Households - Number		15 000	35 000						
	Households members- Number		51 000	119 000						
Output 2.1- Participatory planning and good governance.	Village officials and rural practitioners trained in good governance of Rural Revitalization				Project M&E	Annually	PPMO, M&E service provider	Trained village officials contributed to the innovative community governance models, which are responsive to villager needs and sustainable in operation (A)		
	Number of village officials and rural practitioners		500	1 200						
Output 2.2 - Climate-resilient community infrastructures and service facilities	Households provided with improved waste management, increased water availability or clean energy				Project M&E	Annually	PPMO, M&E service provider	Community infrastructures and services are responsive to villager needs and with good O&M plan. (A)		
	Households with improved waste management - Number		500	1 000						
	Households members- Number		1 700	3 400						
	Households with increased water availability - Number		25 000	50 000						
	Households members increased water availability- Number		85 000	170 000						
	Households with clean energy - Number		2 000	4 200						
	Households members with clean energy-Number		6 800	14 280						

Integrated project risk matrix

Overall Summary

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Country Context	Moderate	Moderate
Fragility and Security	Moderate	Moderate
Macroeconomic		No risk envisaged - not applicable
Governance		No risk envisaged - not applicable
Political Commitment		No risk envisaged - not applicable
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Policy alignment		No risk envisaged - not applicable
Environment and Climate Context	Moderate	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Low
Project Scope	Moderate	Moderate
Technical Soundness	Moderate	Moderate
Project Relevance	Moderate	Low
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
Project Financial Management	Moderate	Moderate
Project External Audit	Moderate	Moderate
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Moderate
Project Internal Controls	Moderate	Moderate
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Moderate
Project Budgeting	Moderate	Moderate
Project Organization and Staffing	Substantial	Substantial
Project Procurement	Moderate	Moderate
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Moderate	Moderate
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate
A.3 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Low	Low
A.4 Public Procurement Operations and Market Practices.	Low	Low
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderate	Moderate
B.2 Assessment of Implementing Agency Capacity	Moderate	Moderate
Project Procurement Overall	Moderate	Moderate
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Moderate
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Community health, safety and security	Moderate	Low

Risk Category / Subcategory	Inherent risk	Residual risk
Labour and Working Conditions	Moderate	Low
Indigenous People	Moderate	Low
Cultural Heritage	Low	Low
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Overall	Moderate	Moderate

Country Context	Moderate	Moderate
Fragility and Security	Moderate	Moderate
Risk: The main risks pertain to: i) Swine fever that has been prevailing and poses some impact to pig production in many places of the country; ii) risk of COVID-19 comeback but unlikely with restrictive control as before. Uncertainty however remains with regard to human and animal epidemics, as globally.	Moderate	Moderate
Mitigations: (i) Government is promoting preventive measures for pig farms, meanwhile trying to limit household and small-scale pig raising business in consideration of environmental impact and economic viability; (ii) The project has limited if not no exposure to pig production at this design stage.		
Macroeconomic		No risk envisaged - not applicable
The macroeconomic situation and prospect of the country has been favorable and optimistic. Despite slowed pace of GDP growth during the last years and some trade frictions, Annual GDP growth has been forecast for more than 5% by several international financial agencies. The quality of development has been increasing as result of economic restructuring and boosting of domestic markets and consumption. Rural development continues to be given increased attention and support through various favorable policies and additional resource allocations. The macro economy shall maintain a stable and steady progress and is generally resilient to external shocks. The economy bounced back from slow-down in COVID-19 pandemic of 2019-2022 and recorded steady improvement. Consumption and market demand will remain steady growth and continue to anticipate increasing demand on quantity and quality agro-products from rural areas, as result of Government's strategy in boosting both domestic and export markets. Transportation and logistics condition continue to improve providing conducive marketing environment for rural products. As Chinese economy is integrated into global markets and with strong links with countries of One-Belt-One-Road; no major risks are foreseen so far in terms of macroeconomic dimension.		
Governance		No risk envisaged - not applicable

Overall governance at the relevant levels (primary province and county) is strong. There are relevant and adequate rules and procedures guiding the planning and budgeting, management of finance, procurement, staff and institutional performance and accountability, fraud and corruption prevention and conviction. Particularly for rural revitalization and agricultural development related projects, government attaches higher emphasis in accountability and performances. The ongoing rural revitalization strategy envisages continued improvement of rural governance. For this project, the institutional set up and vertical/lateral coordination has been conducive for project management as the PMO was designed to be embedded in the structure of Rural Revitalization Bureau and Agriculture and Rural Affairs. No major risks are foreseen so far in terms of governance.		
Political Commitment		No risk envisaged - not applicable
The political commitment of both central and local governments to the project goals/objectives have been and will remain persistently strong during the project life. The Rural Revitalization is a state strategic policy and development programme that the project supports. Necessary policies, various resources, and institutional performances are geared at the provincial and county levels towards aligning with these strategic goals and directions. No. 1 document of 2023 continues to give spotlight to rural development and rural revitalization support for disadvantaged areas and households will continue for the next 5 years. Meanwhile, there is strong stability and continuity of political party and government leadership and strategies. No major risks are foreseen in terms of political commitment by governments.		
Sector Strategies and Policies	Moderate	Low
Policy Development and Implementation	Moderate	Low
Risk: Government's strategies and policies, especially those relating to modernization and rural revitalization, are highly responsive to the needs of the rural people and visionary in making rural areas more attractive places for people to live. Nevertheless, there is some risk in the responsive and thorough implementation of central policies to their full effect, e.g. the Farmer Cooperative Law. China's agricultural development has traditionally focused on production/productivity enhancement, with emphasis on infrastructure, with limited attention to post-production/marketing. This resulted in cases of local overproduction, which led to possibly reduced value add and farmers' income when the market efficiency is less. Supply-side reform was called for to the agricultural sector but there is still strong tendency at project area of focusing on production. Despite favourable and upper level government policies, at the local level there can be unwanted impediments in serving and facilitating the agribusiness entities and agribusiness sector.	Moderate	Low
Mitigations: The project places great emphasis to inclusive enhanced production and post-production and to developing agricultural value chains that promote equitable organizational arrangements, different channels/opportunities to farmers to link with market opportunities, and increased incomes for the target households. The project also invests in diversified income generating for the target groups, and call for extended application of agri-insurance in the project area. The project is well in line with government development policies and contributing to generating benefits for the vulnerable target group		
Policy alignment		No risk envisaged - not applicable

The project is well aligned with the government strategy and policies relating to rural development and modern agricultural modernization. The core focus of the project “Sustainable and inclusive green agriculture and building community resilient capacity” is a top priority of government’s most recent rural revitalization strategy. Governments expect IFAD project to add value by demonstrating innovative ideas and practices that can contribute to the consolidation of no poverty and no hunger, and food security as part of the ongoing rural transformation in the country. The focuses of the project on sustainable benefit generation for and sharing with vulnerable groups of the population, role of women and youth as well as thriving private sector and farmer organizations etc.. are also at the core of the government policies for rural transformation. No major risks are identified in terms of policy alignment of the project.		
Environment and Climate Context	Moderate	Moderate
Project vulnerability to climate change impacts	Moderate	Moderate
Risk: Gansu Province has been experiencing climate change impacts including irregular ups and downs of temperature and declining precipitation. Extreme weather events such as drought, floods, heavy precipitation, snow, sudden frost and hail have become more frequent and intense . However, the natural hazard data has shown no relation to the total annual precipitation since serious droughts have also been reported for years with normal or above normal rainfall amount. Nevertheless, Climate change risks and predicted impacts directly relevant to the project areas are relatively low and do not pose significant threats in the short and medium terms. The most significant seasonal trends occurred during spring (March–May) and winter (December–February) for both mean temperature and for precipitation. Major climate risks are exposure to natural disasters, particularly flooding and landslide. Extreme temperature occasionally impact agricultural production for short periods.	Moderate	Moderate
Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Climate smart infrastructure development is a priority of local government for agricultural production, as well an important intervention of the project especially relating to climate-smart irrigation, quality road building to improve productive conditions and mitigate climate related risks; • Project will introduce climate related services as part of the interventions, which includes training and advocacy activities as well as extension of climate adaption technologies; • Project supported climate-smart infrastructures and other productive assets for both the communities, agri-businesses and individual households; • Stress-tolerant seed development, courtyard economy, rural eco-tourism will help increase the overall resilience of agricultural production and rural life to the climate change. • Digital agriculture will also feature the climate-resilience of the industrialized agri-production 		
Project vulnerability to environmental conditions	Moderate	Low
Risk: In the project areas, water loss and soil degradation are regarded as the primary environmental concerns. A high percentage of the farmland in the project area is slope land, the risk of loss of organic substance and other nutrients can be high if environment friendly and conservative measures are not applied, causing the increasing infertile of soil in the farmland and its ability to preserve water and nutrients drops.	Moderate	Low
Mitigations: (i) The project will introduce sustainable water management techniques and combined management of irrigation and fertilizer will be one of the techniques for example. (ii) Organic fertilizer and low-carbon farming methods will be promoted, with renewable energy used where possible. (iii) Diversification of farmer income from other agricultural and economic activities that are not so demanding from the land is also supported by the project, such as herbal medicine, mushroom and fungus, tea, etc., and (iv) Facility agriculture will minimize the negative impacts on natural resources		
Project Scope	Moderate	Moderate
Technical Soundness	Moderate	Moderate

Risk: At the PCN stage no detailed technical design has been made. The final design will analyze the situation in this regard. The moderate level is given on the basis of possible technical complexity	Moderate	Moderate
Mitigations: N/A		
Project Relevance	Moderate	Low
Risk: The mains risks pertain to the fact that the benefit generated by the project may not adequately support those economically less active households for their increased income, also their overall benefit sharing is to some extent ensured by the country's rural development policy and programmes, because: (i) income from agricultural production constitute a relative declining proportion of the rural people, the project's contribution to their household income increase could be limited; (ii) many remaining vulnerable with low income either have their land transferred or are lack of labour; (iii) inadequacy of project in fully capturing and adapting to post-poverty reduction strategy evolvments	Moderate	Low
Mitigations: (i) Encouraging contract farming, labor employment, land rent and dividend generated from project invest assets in order to benefit different kind of vulnerable households. (ii) Encourage development business models of cooperative linking to disadvantaged people, company-cooperative/REE-households target the active vulnerable and provide preferential access with project incentive; (iii) allow reallocation of resource to better performing counties and diversify business models to suit evolving context under the key criteria of inclusiveness and market access; (iv) promotion of women and youth entrepreneurship and capacity building tailored to the disadvantaged target segments. The project will also bridge between the current and future COSOPs, ensure the continuity of support in the Country Programme. If necessary, the project will make due adjustments in order to be fully compliant with the new COSOP expected in 2024-2025		
Institutional Capacity for Implementation and Sustainability	Moderate	Moderate
Monitoring and Evaluation Arrangements	Moderate	Moderate
Risk: Risk of delayed implementation of MIS and M&E system is present	Moderate	Moderate
Mitigations: The Project should set up the MIS and M&E system at the first months of implementation before operations roll out. PMOs should take full ownership and accountability of the M&E work to ascertain quality and more importantly make use of the M&E information. Periodical reports, internal workshops and knowledge products will need to make full use and build on the M&E information.		
Implementation Arrangements	Moderate	Moderate
Risk: While overall institutional setting with the RRB structure will be in line with the ongoing Rural Revitalization, the transition from poverty alleviation to sustainable rural development and modern agricultural transformation could experience some learning curve. Coordination and networking capacity is required to management such development project with high expectation on innovation. Some counties may have technical capacities and staffing of various levels; Knowledge and experience of managing IFAD project can be lagging; Technical knowledge and experience in working with and supporting agribusinesses can also be a weakness for several counties; risk of unpredictable staff rotation is also present in some counties.	Moderate	Moderate
Mitigations: Continued capacity building is essential for the project to be well implemented. Recruitment of technical expertise to support the technical parts of the project interventions, review and implementation should help minimize changes of business failure.		
Project Financial Management	Moderate	Moderate
Project External Audit	Moderate	Moderate

<p>Risk: The Provincial Audit Office will be delegated to be responsible for auditing the project. PAO has rich experiences with WB and ADB project auditing. The annual audit report of project financial statements will be due to IFAD within 6 months after the end of each calendar year.</p> <p>The provincial SAI capacity cannot be of an acceptable level and quality of audit reports cannot be acceptable, reports are provided in local language and not in the FA official language, the reports provided with delay.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The Gansu provincial NAO will be responsible for external audit and IFAD will communicate IFAD requirements on financial reporting and auditing to the auditors.</p>		
Project Accounting and Financial Reporting	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <ul style="list-style-type: none"> Financial reporting is not produced properly and timely due to manual accounting. Cost categories cannot be properly reflected in the financial reporting. Risk that accounting systems – including polices and standards – are not integrated and reliable, leading to inaccuracies in financial records and that reasonable records are not prepared, issued and stored, leading to lack of informed decision-making. <p>The administration, accounting and reporting of the project will be set up in accordance with Circular No. CAIJI (2011)-10: “Provisional Measures for Financial Management of Projects Financed by Loans and Grants from International Financial Organizations” issued in 2011 by Ministry of Finance.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The administration, accounting and reporting of the project will be set up in accordance with Circular No. CAIJI (2011)-10: “Provisional Measures for Financial Management of Projects Financed by Loans and Grants from International Financial Organizations” issued in 2011 by Ministry of Finance. It is planned to adopt the "Information Management System" developed by project accounting and project funds for each level of the project and its implementing agencies. An integrated accounting/information (MIS) system is used for other two projects financed by IFAD The MIS is able to record all expenditures transactions by categories, components, project activities and sources at all level of this project the county makes advance payments to start the construction; the detailed construction information then is recorded in the MIS immediately; when applying for disbursement, after the expenses have been verified and approved, the application will be submitted to the provincial level after approving.</p>		
Project Internal Controls	Moderate	Moderate
<p>Risk: The Treasury Department in DOF, is responsible for checking and approving the funds /disbursement from designated accounts; DOF is responsible for reconciliations such as bank statement, accounting statements. Monthly bank reconciliation will be performed at each level by DOF and Project PMU.</p> <ul style="list-style-type: none"> Limited suppliers for goods and services and less capacity may lead to overpayment for services. Staff capacity and awareness of anti-corruption policy. 	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <ul style="list-style-type: none"> Detailed PIM with detailed FM and Procurement procedures along with extensive training on PIM will be provided to the project staff. Segregation of duties in the project will be set up. External audit of the project to be conducted annually. IFAD anti-corruption policy will be included in PIM and training delivered to staff and stakeholders. Effective computerized software shall be used to ensure the reconciliation of account and chasing of payment. 		
Project Funds Flow/Disbursement Arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk:</p> <ul style="list-style-type: none"> Delay during the start-up of project activities. Delay in submission of IFRs and WAs to IFAD. DA and project account arrangements cannot be clear to the project staff. 	Moderate	Moderate

Mitigations: <ul style="list-style-type: none"> • Retroactive financing will be suggested to ensure the timely launching of the project. • Ensure good accounting system that capable to provide IFR and WA in required formats. • Capacity building workshops on preparation of IFRs. • IFR timing will be set 30 days rather than 45 in FMFCL. • FM manual will provide detailed guidance on DA and PA arrangements. 		
Project Budgeting	Moderate	Moderate
Risk: The specific budget of the project shall be prepared by the project personnel (CPMOs) at the county level according to the local needs which shall be submitted to the provincial finance department for examination and approval by (PMO) after summarization by the provincial project office. The annual budget is issued by DOF and MOF by the annual plan. The counterpart funds shall be included in the budget of each level according to the total annual project financing. Preparation of AWPB might be delayed due to staff capacity and approval procedures. AWPB might not be realistic or not achievable. The budget preparation and revision process have rigorous procedures within the entity and may cause strict control but some delays in loan disbursement.	Moderate	Moderate
Mitigations: The PPMO shall apply standard form for AWPB shared by IFAD based on good practices of other projects in China. Budget allocation for each activity will be specified for subsequent monitoring. Training to PPMO and CPMO staff on preparation of AWPB. A mechanism in place to timely capture the progress of expenditure Vs. budget.		
Project Organization and Staffing	Substantial	Substantial
Risk: A provincial PMO (PPMO) shall be set up within the Rural Revitalization Bureau (RRB) under DARA/BARA. It will be responsible for project coordination, management support, monitoring and reporting, ensuring adherence to agreed standards, guidelines, and procedures, providing overall guidance on operational aspects to the various implementing units, and facilitating intra-knowledge transfer among project provinces and with external domestic and international agencies. There is a risk that the implementing entity does not have the necessary number of adequately qualified and experienced financial management staff in the national and county levels.	Substantial	Substantial
Mitigations: PMOs are staffed with officers who need to have experience in project management, financial management, procurement, and monitoring and evaluation. PPMOs and CPMOs will be in charge of day to day management of project activities, overseeing project designs, implementing and supervising project activities, arranging for counterpart-funding and local labour contribution, preparing annual work plans, financial plans, procurement plans, monitoring and reporting on project progress, outputs, and outcomes.		
Project Procurement	Moderate	Moderate
A.1 Legal, Regulatory and Policy Framework	Moderate	Moderate
Risk: Legal, regulatory and policy framework are clear and mainstreamed with international procurement practices. Few sub indicators exhibit gaps that have limited impact on procurement performance. The national procurement framework has limited provisions on SPP and obligations deriving from international agreement.	Moderate	Moderate
Mitigations: When needed, make reference to the IFAD procurement framework.		
A.2 Institutional Framework and Management Capacity	Moderate	Moderate

Risk: Institutional Framework and Management Capacity exhibit some gaps and weaknesses. In particular, the capacity of developing and improving the public procurement system are relatively weak.	Moderate	Moderate
Mitigations: N/A		
A.3 Accountability, Integrity and Transparency of the Public Procurement System	Low	Low
Risk: Overall, public procurement operations and market practices is effective and efficient.	Low	Low
Mitigations:		
A.4 Public Procurement Operations and Market Practices.	Low	Low
Risk: Overall, the public procurement system operates with integrity, that has appropriate controls, and that has appropriate anti-corruption measures in place. There are some constraints on engagement of civil society and stakeholder support to strengthen integrity for procurement policy development, provisions on fraud, corruption and other prohibited practices in consistence with IFAD policies.	Low	Low
Mitigations:		
B.1 Assessment of Project Complexity	Moderate	Moderate
Risk: The project complexity is low and is similar to previous projects in China. Project area is geographically spread in different locations. The governance structures of project exists a certain fragile risk.	Moderate	Moderate
Mitigations: The PMU needs to continually put the necessary personnel, resources, and qualified consulting agency into project to mitigate the relevant risks.		
B.2 Assesment of Implementing Agency Capacity	Moderate	Moderate
Risk: Main risks of IA's Procurement Legal & Regulatory Frameworks involve the aspect of SECAP, Bid Evaluation and advertised time of bid. These risks will lead limited impact on project.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will adopt effective management measures, reasonable procedural arrangements and appropriate rule adaptation to mitigate the corresponding risks.		
Project Procurement Overall	Moderate	Moderate
Risk: Overall country framework and project level framework identifies moderate risk which have been adequately mitigated. Basically, IA's organization structure and management system are relatively complete. However, there are some limited impacts on the project in terms of personnel, experience, partial management approaches and customary implementation procedures.	Moderate	Moderate
Mitigations: The Project will improve procurement staffing, secure resource inputs, strengthen institutional capacity building and recruit the necessary consulting agencies to mitigate these adverse impacts and risks.		
Environment, Social and Climate Impact	Moderate	Low
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Moderate	Moderate
Risk: The project area belongs to the arid and semi-arid zone, which is a climate change sensitive and ecologically fragile zone with complex climate hazards, mainly drought, torrential rainfall and flooding, wind and hail (wind, dust and hail) and low temperature, etc. Climate hazards account for 88.5% of natural disasters, which is higher than the national average of 18.5%. Climate disaster losses accounted for 3.5% of GDP in Gansu Province, and the average of 3% in the 21st century, which is about three times of the national level.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will take advantage of proven interventions and experiences in mitigating the vulnerability of the target groups to ecosystem and climate impacts in the country programme and incorporate the good practices in the final design		

Greenhouse Gas Emissions	Moderate	Moderate
Risk: The risk that the project may significantly increase greenhouse gas emissions and thereby contribute to anthropogenic climate change.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will contribute to the reduction of Greenhouse Gas as result of promoting low-carbon agriculture. The project activities will not involve excessive CO2 emissions.		
Physical and Economic Resettlement	Low	Low
Risk: No project activities are anticipated to result in the physical or economic displacement of the local population. Minor Temporary restrictions may apply in the context of some activities (re-route of traffic due to road or canal rehabilitation) . No changes will be caused by the project to land tenure, or adverse impacts to property rights. The project may contribute to increase of farmers' property rights with project invested assets assigned to them through quasi share-holding arrangements or relevant benefiting mechanism. The land rights of households and community including ethnic minorities are strictly protected by Land Administration Law of the People's Republic of China. The project will not lead to temporary or permanent and full or partial physical displacement.	Low	Low
Mitigations: In the rare and isolated case that land acquisition may be required in relation to the project, there will be a compensation and consultation process in line with the Law of the People's Republic of China on Land Administration and materially consistent with the requirements of Standard 7. The compensation standards for land expropriation include compensation for the loss of production and business caused by the expropriation of houses. Under the principle of the national unified guarantee of the basic living standards and property rights and interests of the expropriated farmers, each province and city formulated specific compensation standards for road construction according to the different levels of local economic development.		
Community health, safety and security	Moderate	Low
Risk: Community health and safety has been considered. Measures have been taken to reduce the exposure of workers and community members to hazardous materials in the environment during the implantation of the project, to safeguard human health and community safety. In the construction of public infrastructure, the design, construction, and operation of structural elements comply with national legal requirements and the IFAD's "Environmental, Health and Safety Guidelines", while also considering the safety risks to third parties and affected communities. Construction insurances are purchased as required. The residents in the project area provided material support in accordance with the local government's emergency plan, which included funding and material assistance for various activities.	Moderate	Low
Mitigations: The project also intends to invest in building the community adaptive resilience and differentiated services for elderly, women and youth are foreseen.		
Labour and Working Conditions	Moderate	Low
Risk: Labour and Working Conditions are highly regulated and there is no evidence of violation or deviation reported in relationship with the project design. The project implementation manual would have standard contract templates for labor and require strict implementation during project implementation. The project's beneficiary feedback and grievance redress system are in place in complementarity with the government's vertical complaint system. The personal safety protection would be strictly implemented to ensure the safety of labor. The workers involved in the project will sign contracts. Wages and salaries are negotiated by both parties and implemented according to industry standards. There are early warning and defensive measures for emergencies. If necessary, arbitration and appeal can be conducted.	Moderate	Low
Mitigations: Default mitigation text		
Indigenous People	Moderate	Low

Risk: The project area has limited number of ethnic minority people (4.17%), furthermore they are integrated in the mainstream of the society and almost no differentiation is made to the ethnic people. The government applies preferential policies and support to ethnic minorities in social, cultural and economic development as compared to the majority of Han. There is no risk anticipated of the project to the ethnic people in the project areas	Moderate	Low
Mitigations: The project will likely contribute to the safeguard of livelihoods of the ethnic minorities, in including their voices and interests in the village committee or councils. The project includes an IPPF and FPIC.		
Cultural Heritage	Low	Low
Risk: The project activities do not foresee impact to degradation or loss of resources of historical, religious or cultural significance. During design, the team has confirmed that the project will not involve alterations to landscape and natural features with cultural significance, nor there is significant excavations, demolitions, movement of earth or alterations that could incur in adverse impacts to features of cultural significance.	Low	Low
Mitigations: The project has confirmed that no impacts on cultural, artistic, traditional or religious values or intangible forms of culture will be affected by project activities.		
Resource Efficiency and Pollution Prevention	Moderate	Moderate
Risk: Resource efficiency and pollution prevention have been taken into consideration in the project design. As additional information on exact interventions and activities has been made available during design, the project team has been able to ensure that all risks in relation to resource efficiency and pollution are predictable in nature, site-specific and with low probability of serious adverse effects to human health or the environment, therefore able to confirm residual risk as moderate. All risks in relation to this aspect have identified mitigation measures that are known to the local population. For example, in terms of the impact during the construction period, it is anticipated that the project may generate noise, dust, wastewater, exhaust gas, solid waste, etc., which will have moderately adverse effects. All the project activities and its impacts will be implemented in compliance with the Environmental Protection Law, ensuring mitigation measures are materially consistent with the objectives of Standard 2 on Pollution prevention.	Moderate	Moderate
Mitigations: Overall, the project will ensure to consistently integrate all necessary mitigation measures to ensure all risks in relation to pollution prevention and resource efficiency are implemented. Modern integrated water and fertilizer irrigation systems would be taken to expand irrigation coverage, improve irrigation reliability and the efficiency of irrigation water use, thereby improving agricultural productivity, climate resilience and income generation for farmers, while reducing greenhouse gas emissions. For farming of yak, sheep, and cattle, the pollution mainly lies in the pollution of manure on farmland and groundwater. The faecal treatment technologies would be adopted to avoid the environmental pollution of livestock manure. For example, the project would support the smallholders in Huating county to carry out harmless treatment on beef cattle manure with compost fermentation technologies, which would be utilized as fertilizer for maize planting. The manure treatment facilities would meet environmental requirements. The pipeline network of sewage treatment would be improved to avoid the environmental pollution of agricultural products processing and rural sewage in project areas; the toilets would be constructed and transformed to improve the rural environment. In this context, the residual risk can be considered moderate. The project involves crop production which naturally requires inputs of fertilizers. But impact can be appropriately managed as the project will be introducing efficient measures such as integrated irrigation-fertilization, responding to its objective of facilitating the adoption of green and resilience concepts in rural revitalization		
Biodiversity Conservation	Moderate	Moderate

Risk: No evidence on biodiversity threatened in the project design. The biodiversity and habitat protection status in the Gansu project area is good, and the project would consider ecological vulnerability assessment. There are no ecological problems such as biodiversity reduction, land fragmentation, overexploitation, biological invasion, etc. in the project area.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project will not undertake activities that may cause significant threats to or the loss of biodiversity and ecosystem and its services. In fact the project activities will help to conserve soil and water resources, promote the production of quality and diversified locally specialize products/food. By adopting good agricultural practices, the project will also be conducive to the sustainable use of natural resources.		
Stakeholders	Moderate	Moderate
Stakeholder Grievances	Moderate	Low
Risk: Systems and opportunities are in place for stakeholders to express their opinions and complaints emerged during their interaction and participation of the project. Major project procurements are disclosed for publicity before deals are confirmed. Project Apps accepts feedback from users. Government agencies have open channels to receive complaints and reports of misconduct during project implementation. Regular project workshop involves relevant stakeholders. The risk of suppressed or unattended stakeholder complaints is moderate.	Moderate	Low
Mitigations: VIGs will conduct regular notifications to the villagers on the planned activities and means/criteria of participation		
Stakeholder Engagement/Coordination	Moderate	Moderate
Risk: There is risk that some stakeholders are not adequately engaged due to the limitation in their business coverage, such as rural finance and insurance providers, technical extension providers, participating line agencies and other entities along the value chains that the project promoting.	Moderate	Moderate
Mitigations: (i) IFAD supervision mission will continuously encourage counties to expand their diversity of PPP to avoid narrowly focusing on a few products; (ii) Project workshop will be organized back to back with SIS missions to enhance clarity of project implementation requirements and allow participation and coordination with relevant stakeholders; (iii) Project management offices are encouraged to reach out to relevant partners to support the implementation of business plans; (iv) Apps developed to allow better dissemination of project related information and feedback/response from stakeholders.		

Schematic presentation of the theory of change

